



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° IC-23-008**

**portant modification des conditions d'exploitation et actualisant le tableau de classement  
pour l'exploitation d'une carrière souterraine de gypse**

**Société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA  
à BOUFFEMONT**

Le préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

**Vu** le décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 juin 2001 portant autorisation de l'exploitation d'une carrière souterraine de gypse par la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA sur le territoire des communes de CHAUVRY, BOUFFÉMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT-PRIX ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 22-135 du 19 septembre 2022 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, modifié le 15 février 2023 ;

**Vu** les dossiers de porter-à-connaissance des 1<sup>er</sup> juillet 2022 et 5 janvier 2023, par lesquels la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA sollicite respectivement une modification de la largeur des piliers et un nouveau phasage d'exploitation et de remise en état pour la carrière souterraine de gypse qu'elle exploite sur le territoire des communes de CHAUVRY, BOUFFÉMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT-PRIX ;

**Vu** le rapport de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 11 janvier 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire adressé à l'exploitant par courriel du 10 février 2023, lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**Vu** le courriel du 14 février 2023 de la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA indiquant ne pas avoir de remarque sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA est dûment autorisée à exploiter une carrière souterraine de gypse sur le territoire des communes de CHAUVRY, BOUFFÉMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT-PRIX ;

**Considérant** que les modifications sollicitées par la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA sont considérées comme notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ; qu'elles ne relèvent pas d'une procédure d'évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas ;

**Considérant** que la modification portant sur la diminution de la largeur des piliers (de 10 m x 10 m au lieu de 16 m x 16 m) améliorera la stabilité de la carrière ; que la modification du sens de phasage n'impactera pas les volumes de gypse extraits et les volumes de remblais, ni même le périmètre et la durée d'exploitation ;

**Considérant**, malgré les modifications sollicitées, que le site reste soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (exploitation de carrières) ;

**Considérant**, compte-tenu des évolutions réglementaires, que l'installation exploitée par la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA et répertoriée sous la rubrique 2515 relative au broyage / concassage relève désormais du régime de l'enregistrement ;

**Considérant** que les modifications sollicitées par la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'inspection des installations classées, dans son rapport du 11 janvier 2023 susvisé, propose de donner une suite favorable aux demandes de la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA ;

**Considérant** qu'il convient, par conséquent, de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 susvisé afin de tenir compte des modifications des conditions d'exploitation de la carrière souterraine de gypse exploitée par la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA ;

**Considérant** que la présentation de ce dossier devant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) n'est pas requise, conformément à la réglementation en vigueur ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE SA, dont le siège social est situé 500 rue Marcel Demonque, 84915 AVIGNON CEDEX 9, est autorisée, sous réserve du respect des présentes prescriptions ci-après détaillées, à poursuivre l'exploitation de la carrière de Montmorency, sur le territoire des communes de CHAUVRY, BOUFFÉMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT-PRIX.

## **Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 sont modifiées par les prescriptions indiquées ci-après.

## **Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrière 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Exploitation d'une carrière souterraine de gypse d'une superficie de 472 ha 90 ca 19 a	350 000 m <sup>3</sup> /an soit 800 000 t/an
2515	1.a	E	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 a. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant > 200 kW	Machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : broyeur/concasseur/cribleur	530 kW

A : Autorisation ; E : Enregistrement

## **Article 4 : Conformité aux dossiers**

Le paragraphe 2 de l'article I-1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 est modifié comme suit :

« En particulier, l'exploitation est conduite, et les cavités exploitées sont remises en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact initiale, aux dossiers de porter à connaissance et aux plans de phasage d'exploitation et de remise en état joints en annexe du présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier initial de demande d'autorisation daté du 21 juillet 1999 complété le 3 décembre 1999 en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté ».

## **Article 5 : Méthodes d'exploitation**

L'article II-5 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 est modifié comme suit :

« L'exploitation est conduite par la méthode dite « par chambres et piliers » avec abattage du gypse à l'explosif et remblayage des vides souterrains après exploitation.

Les galeries ont une largeur de 8 m. Les piliers ont a minima une section de 10 m x 10 m.

Les piliers de section de 16 m x 16 m peuvent être recoupés par une galerie au centre en laissant de chaque côté deux voiles de 4, 8 m si le contexte géotechnique permet d'assurer la stabilité de ces derniers.

L'exploitant assure la sécurité du public lors des tirs à l'explosif. Il définit un plan de tir. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, sauf circonstances liées à la sécurité, nonobstant l'application de dispositions législatives ou réglementaires particulières ».

#### **Article 6 : Méthode (remise en état)**

Le 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article II-13 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 est modifié comme suit :

« Avant remblayage, les piliers de 16 m x 16 m peuvent être recoupés par une galerie au centre en laissant de chaque côté deux voiles de 4, 80 m. Les délais entre la recoupe et le remblayage ne peuvent excéder deux ans ».

#### **Article 7 : Phasage des remblais**

L'article II-16 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 est remplacé par les plans joints au présent arrêté.

**Article 8 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies de CHAUVRY, BOUFFÉMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT-PRIX et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de CHAUVRY, BOUFFÉMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT-PRIX, pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 9 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – 95027 – Cergy-Pontoise :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - l'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>)

**Article 10 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et les maires de CHAUVRY, BOUFFÉMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT-PRIX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **20 FEV. 2023**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale

  
Laetitia CESARI-GIORDANI

